

L'indépendance pour les Noirs d'Afrique du Sud ?

Le point de non-retour est dépassé.

par Paul GINIEWSKI

★

Une « percée » vient de se produire sur le front de la politique extérieure sud-africaine : la visite du Dr Banda, président du Malawi, venu à Pretoria pour « y combattre l'apartheid avec le sourire ». Sur le front de la politique intérieure, c'est-à-dire en matière de relations entre Blancs, Africains et métis, des progrès aussi spectaculaires, des changements aussi profonds se déroulent sous nos yeux. Quand on visite l'Afrique du Sud régulièrement et qu'on assiste par conséquent aux évolutions graduelles, on en remporte aujourd'hui l'impression qu'un point de non-retour est dépassé sur la route qui mène à l'indépendance, en fin de compte, des populations africaines du pays. L'immobilisme, qui semblait longtemps le caractère de la vie politique sud africaine, paraît se muer en un activisme accéléré.

Certains faits, qui ont valeur de symbole, frappent dès qu'on débarque à l'aéroport de Johannesburg.

L'Hotel Holiday Inn, un palace international ultra-moderne, accueille (premier et encore unique en son genre), une clientèle mixte de toutes les couleurs de peau. Cela peut paraître insignifiant en Europe, aller de soi : c'est un progrès considérable en Afrique du Sud.

A Cape Town, dans l'un des splendides gratte-ciel par quoi l'Afrique du Sud exprime en marbre et en acier son « boom » industriel, j'ai vu un groupe de Blancs et de gens de couleur s'engouffrer ensemble dans le premier ascenseur venu, ignorant les inscriptions « pour Blancs seulement » et « pour colorés » qui les séparent théoriquement. C'est un exemple encore exceptionnel, mais significatif, de la désuétude où doit tomber fatalement l'apartheid purement discriminatoire.

A Umtata, la capitale du Transkei, le premier Bantoustan promis à l'indépendance, j'ai visité, et regretté de ne pouvoir m'y installer, le nouvel hôtel Transkei, réservé aux Africains : car il dépasse en luxe, en propreté, et par son bon chauffage (c'est en ce moment l'hiver là-bas...) les quelques hôtels vétustes où la clientèle blanche est cantonnée.

On s'appelle aujourd'hui volontiers « Monsieur » de part et d'autre de la ligne de séparation des races, on se donne la main, et beaucoup d'emplois, naguère réservés aux seuls Blancs, sont maintenant communément exercés par les Africains.

Un groupe mixte de boy-scouts blancs et noirs a représenté l'Afrique du Sud au dernier jamboree du Japon.

Vingt-neuf intellectuels afrikaners, fidèles du parti nationaliste blanc au pouvoir, ont publié une déclaration à sensation demandant l'intégration pure et simple des métis au corps politique des Blancs. Et le parti démocratique métis, d'opposition, a demandé l'entrée en bloc des députés métis (qui siègent dans un « parlement » métis séparé), au parlement blanc de la République sud africaine, qui décide seul des affaires générales du pays, sans que métis et Africains n'aient voix au chapitre.

Qu'indiquent tous ces signes ?

A quoi tendent-ils ?

J'ai voulu le découvrir, à la fois dans les bureaux ministériels de Pretoria et d'Umtata, et dans les huttes de terre battue des paysans frustes du Transkei.

Les « quislings » bantous à Londres.

Il est certain qu'à long terme le choix est fait. Il est fait par les hommes. Il s'inscrit dans la réalité. Il ne pourrait pas être pris d'option différente, en cette époque de décolonisation et d'auto-déterminations. Les protecteurs blancs sud africains disent, et leurs protégés africains croient (et je le crois avec eux) que les Bantoustans s'acheminent vers l'indépendance politique.

Tel a été depuis l'origine le credo des promoteurs de la politique d'apartheid : l'Afrique du Sud est un Etat multinational, chacune des nations qui y coexistent à droit à l'autonomie. Depuis la mise en vigueur de cette politique, en 1948, elle a graduellement retiré aux Africains les droits politiques dont ils jouissaient sous le régime précédent. Mais elle leur a restitué ces droits dans ce qu'on appelle improprement des « réserves », car il s'agit de leurs territoires d'origine, auxquels les différents groupes ethniques bantous se sentent fortement attachés. Le plus avancé sur la voie de l'autonomie a toujours été, et reste à ce jour, le Transkei. L'avancement, d'ailleurs, ne se mesure pas seulement en termes de droits politiques.

L'effort de relèvement du niveau des Africains se mesure en termes culturels : 85 % des Bantous sud africains sont scolarisés, contre 1 à 10 % de scolarisation moyenne dans le reste de l'Afrique. 4000 sont détenteurs d'un diplôme universitaire (sur 13,3 millions de Bantous) contre 2000 pour le reste de l'Afrique noire.

En mars 1971, un pas important a été franchi. Le Parlement a adopté une nouvelle loi sur les Assemblées législatives africaines, qui accorde à 7 Bantoustans, moins avancés que le Transkei, le droit de se doter d'un parlement partiellement élu et d'un gouvernement. Sans doute, les prérogatives de ces parlements sont-elles encore limitées. Elles s'étendent à l'éducation, les services sociaux, la santé publique, l'économie, les finances, l'agriculture, les travaux publics, la justice, l'intérieur et le travail. Par contre les Bantoustans n'ont le droit ni de créer une force armée, ni d'établir de relations avec une puissance étrangère, ne gèrent ni les PTT ni les chemins de fer; et les Blancs qui résident encore sur leurs territoires sont soustraits à la juridiction bantoue. De plus, les décisions prises par les parlements bantous n'auront force de loi qu'après approbation par le Président de la République sud africaine. La nouvelle loi n'en constitue pas moins un progrès considérable sur la situation d'avant mars 1971, quand un seul Bantoustan, le Transkei, jouissait d'une autonomie aussi poussée.

Mais surtout, l'octroi de droits politiques, législatifs et exécutifs à des dirigeants africains élus, ces droits fussent-ils limités à un certain nombre de domaines, crée une dynamique du pouvoir et provoque, et provoquera toujours davantage, une réaction en chaîne de revendications, qu'on ne peut et qu'on ne pourra ignorer ni complètement ni longtemps. « Nous avons au milieu du Transkei des „taches blanches“, m'a déclaré M. Georges Matanzima, ministre de la Justice du gouvernement d'Umtata. Il faudra à l'avenir discuter de leur absorption, et de notre droit à exercer sur les Blancs du Transkei l'autorité, même limitée, que nous possédons. D'ailleurs, notre dernière session parlementaire a voté une résolution demandant le transfert de 26 de ces taches blanches aux Africains. Quand on formule une requête, on s'attend à ce qu'elle soit prise en considération. »

Un autre leader africain, M. Gathsa Buthelezi, chef du gouvernement du Zoulouland, qui s'avère d'ores et déjà comme l'un des hommes politiques noirs sud africains de stature, et qui revient d'un voyage aux USA, a formulé clairement les revendications immédiates de son peuple, dans le cadre du Bantoustan zoulou :

- davantage de terres, par le rachat et l'expropriation des domaines blancs;

- le remembrement des terres zouloues fragmentées, en un territoire national d'un seul tenant;
- la cession au pays zoulou d'un port de mer, par exemple Richards Bay;
- l'enseignement obligatoire;
- la création d'une force armée zouloue;
- l'accès à l'indépendance, aussi rapidement que possible.

Il est remarquable que les trois principaux dirigeants africains placés à la tête des Bantoustans : le même Gathsa Buthelezi, et MM. Lucas Mangope, chef du gouvernement du Tswanaland, et Kaiser Matanzima, Premier ministre du Transkei, se sont rendus en octobre 1971 en voyage officiel en Europe, et y ont visité notamment la Grande-Bretagne, à l'invitation du gouvernement de Londres. Un tel voyage eut été inimaginable il y a dix ans seulement, quand les Bantoustans étaient considérés comme autant de jouets politiques, destinés à servir d'alibi à la politique d'apartheid, et les leaders africains des Bantoustans comme des quislings : le gouvernement britannique se serait alors bien gardé de leur donner sa caution en les invitant. On mesure par là le chemin parcouru par l'idée de créer des pays bantous séparés, et le degré de réalité atteint par cette utopie politique.

Une autre personnalité politique du Transkei, le chef du parti d'opposition, M. K. Guzana, vient de se rendre officiellement aux USA. Il m'a reçu à Umtata avant son départ. Son « parti démocratique » est résolument opposé à une indépendance du Transkei, à une « balkanisation » de l'Afrique du Sud en Bantoustans. Il rejette les avantages culturels et nationaux de la négritude, et milite pour un Transkei multinational. Mais cette opposition s'exprime, ces idées s'étaient librement dans la presse et sont imprimées au journal officiel du Transkei. M. K. Guzana me reçoit, et m'exprime clairement son opposition à la politique du gouvernement de Pretoria. Il existe donc, s'exprimant à la fois à travers les Matanzima et les Guzana, un pouvoir politique noir sud africain, une version sud africaine officielle du « black power ». C'est cela qui compte, et comptera chaque jour davantage. Les Sud africains noirs le savent, s'en servent, et s'en serviront demain encore davantage.

Avec un siège à l'ONU...

Mais le plus important, c'est que le but officiel de la politique des Bantoustans (ou de développement séparé) est de conduire les nations bantoues d'Afrique du Sud à l'indépendance. Les formulations officielles sont à ce sujet sans ambiguïté.

C'est tout d'abord le désir de la majorité des Africains.

« Il n'y a pas de recul possible, m'a déclaré un haut fonctionnaire africain du Transkei. C'est irréversible. Le peuple veut l'indépendance. La question est de savoir combien de temps cela prendra. Nous sommes convaincus que plusieurs Etats africains indépendants ne sont pas plus développés que nous. Le Lesotho l'est certainement moins que nous. C'est nous qui avons formé certains dirigeants du Malawi. On peut accélérer les processus qui mènent à l'indépendance. Sans révolution, bien sûr. Comment ? Par exemple, en doublant chaque fonctionnaire blanc, en poste ici, d'un Africain qui le remplacera dès qu'il sera formé. »

Le chef M. Matlala, qui dirige l'assemblée législative du Bantoustan des Sotho du Nord (Lebowa) a été encore plus radical. Dans une déclaration au Sunday Times, le 1^{er} août, il affirme son espoir de voir son pays accéder au statut de territoire autonome d'ici deux ans et d'être indépendant aussi rapidement que possible, avec siège à l'ONU. De plus, le gouvernement de Lebowa militerait pour l'établissement d'un seul Bantoustan fédéral, groupant les 8 pays bantous.

Ces perspectives correspondent-elles à l'intention du gouvernement sud africain et de sa population blanche ?

Le Premier ministre, M. Vorster, a formulé sa politique en termes clairs.

« C'est la politique du gouvernement de conduire les différentes nations bantoues vers l'indépendance. J'ai affirmé à plusieurs reprises que je suis prêt à discuter avec eux de leur indépendance, si et quand ils sentiront le temps venu de demander leur indépendance... On ne peut fixer un horaire pour chaque nation noire d'Afrique du Sud, mais il tombe sous les sens que lorsqu'ils auront atteint le stade de l'indépendance, ils seront exactement dans la même situation que le Botswana, le Lesotho, le Swaziland ou n'importe quel Etat indépendant d'Afrique ou d'Europe. »

« Nous croyons, ajoutait M. Mulder, Ministre sud africain de l'Information, lors d'une conférence à Londres, le 5 juillet 1971, que les neuf nations noires d'Afrique du Sud doivent devenir des Etats souverains indépendants, exactement aussi libres que le Ghana, le Nigéria ou la Grande-Bretagne. et devenir membres à plein droit des Nations Unies, s'ils le désirent. Nous croyons aussi qu'ils ont le droit de conserver leurs langues, leurs cultures, leurs identités, conformément à leurs propres désirs, et sur leur propre territoire. Pour atteindre ce but, nous leur offrons non seulement notre aide. Nous les y encourageons dans toute la mesure du possible. »

Bien sûr, la mesure du possible est la clef du problème.

Les adversaires de la politique du gouvernement objectent qu'on fait trop peu, trop lentement. Certains ajoutent : trop tard.

Tous s'accordent cependant (et un observateur venu du dehors ne peut qu'y souscrire), sur le fait qu'il faut développer à outrance les territoires

bantous pour y créer les conditions de la viabilité économique. *Laissés seuls*, au stade actuel de leur développement, ils ne sont pas viables. Il n'y a donc guère d'homme politique ou d'économiste, Africain ou blanc, qui ne pense qu'il faille assortir la future indépendance des Bantoustans d'une union économique avec l'Afrique du Sud blanche résiduelle.

Charrue contre polygamie.

Car les Bantoustans posent avant tout un problème économique.

Quand on parcourt les campagnes érodées du Transkei, surpeuplées de bétail de basse qualité, on s'en aperçoit immédiatement.

Pour convaincre les fermiers à renoncer à la quantité du troupeau, au profit de sa qualité, il faut briser les traditions qui ne voient dans le bétail qu'un signe extérieur de richesse, qu'on ne monnaiera jamais. Ces traditions ne se déracinent pas du jour au lendemain.

Pour convaincre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école, il ne suffit pas de les y exhorter. Il faut réformer les conditions économiques qui empêchent les enfants d'aller à l'école. Il faut construire des clôtures pour le bétail, car les enfants sont utilisés comme bergers, et la main d'œuvre infantine n'est libérée de ses tâches pastorales qu'au rythme du clôturage des pâtures. Chaque progrès social et culturel est fondé sur un progrès économique, parfois sans lien de cause à effet apparent. C'est ainsi que la polygamie a été contrebattue dans les campagnes, beaucoup plus efficacement que par les sermons des missionnaires, par l'introduction de la charrue : car la valeur des femmes, comme cultivatrices maniant la houe, s'en trouvait fortement diminuée.

C'est pourquoi on visite aujourd'hui avec satisfaction les centres d'industrialisation et d'urbanisation créés en certains points stratégiques des Bantoustans, comme Butterworth, dans le Transkei. Une minoterie, une briqueterie, y fonctionnent. Une grande usine de filature et de tissage du sisal, basée sur les plantations locales, y est au dernier stade du montage des machines. La zone de Butterworth possède son infrastructure de routes, d'égoûts, de canalisations d'eau et d'électricité, sa cité d'habitation à loyer modéré pour les ouvriers, prête à accueillir de nouvelles entreprises. Et l'Etat, par le biais de tarifs préférentiels de transport et d'avantages fiscaux, encourage la décentralisation industrielle dans les zones de peuplement bantou, et à proximité et à l'intérieur des Bantoustans. Dans le Transkei, à Umata, une fabrique de meubles s'est spécialisée dans la fabrication de matériel scolaire et s'est récemment lancée dans la maison préfabriquée. Une autre usine, pour le créosotage du matériel de clôture, permet la construction de 5000 km d'enclos par an. Une usine de thé, (la seconde d'Afrique du Sud) permet le traitement de 2 t. par jour, et les abattoirs

d'Umtata, qui commercialisent la viande désossée sous forme de produits surgelés, se lanceront dans la conserverie quand le bétail ne sera plus « thésaurisé » par les éleveurs. Dans ces entreprises, les Bantous s'émancipent de l'agriculture de subsistance, qui leur permet aujourd'hui tout juste de végéter, et s'initient à une économie moderne, sans avoir à s'expatrier vers les mines et les industries blanches d'Afrique du Sud.

Sans doute les industries des Bantoustans ne pourront-elles retenir la population bantoue dans ses territoires d'origine que si leur nombre augmente au rythme de la croissance démographique. Elles ne pourront provoquer un mouvement en retour, en provenance des villes blanches, vers les Bantoustans, que si le développement économique des Bantoustans croît à un rythme supérieur à celui de la démographie. Est-ce possible ? Les adversaires de la politique de développement séparé disent que c'est impossible, qu'il est trop tard pour faire rentrer l'omelette dans la coquille des œufs, c'est-à-dire, que l'économie blanche de l'Afrique du Sud est à tel point dépendante de la main d'œuvre noire, qui rien ne pourra arrêter la migration vers les villes.

La réponse à cette question sera donnée par l'envergure des investissements dans les Bantoustans. C'est d'eux que dépend en dernière analyse la réussite ou l'échec de la politique de développement séparé. Il n'existe pas de capitaux bantous en volume suffisant. En attendant que ces capitaux se forment, ou que le capital blanc soit autorisé à s'investir sans limitation de la durée d'investissement dans les Bantoustans, c'est l'Etat qui y finance le développement industriel. Au Transkei, par l'intermédiaire de la Xosha Development Corporation, banque de financement et entrepreneur à la fois, qui ne paye pas d'impôt, réinvestit obligatoirement ses bénéfices au Transkei, rachète les entreprises commerciales des Blancs pour les céder (à perte souvent) à des entrepreneurs bantous, et forme, avec des gestionnaires noirs, les futurs commerçants. Presque toutes les entreprises industrielles et commerciales du Transkei sont à son actif. « Bien sûr, m'a déclaré Georges Matanzima, le rythme de ce développement est lent. Il faut l'accélérer. Nous avons des ressources minérales inexploitées. Il nous faut des géologues pour les prospecter. Nous avons du bétail : il nous faut des tanneries, des conserveries, des fabriques d'engrais. Pour tout cela, il nous faut des capitaux blancs. Mais en même temps, nous ne voulons pas être économiquement colonisés par ces capitaux blancs. Nous voulons rester les maîtres de notre économie. »

Le problème des Bantoustans est donc un peu celui de beaucoup de pays du Tiers Monde : une indépendance « en haillons » est-elle préférable à une sujétion dorée ? Un pays du Tiers Monde peut-il réellement « décoller » sans aliéner quelque peu son indépendance économique ? Quel dosage, quel moyen terme adopter ?

En tous cas, ce qu'il y a de neuf dans la situation sud africaine d'aujourd'hui, c'est que les Blancs ne sont plus seuls à pouvoir en décider, pour leurs Bantoustans.

« Jusqu'ici, m'a déclaré le rédacteur en chef d'un grand journal sud africain, les Blancs avaient toujours réfléchi et agi à la place des Noirs. Ils ont modelé une statue, ils l'ont appelée développement séparé ou apartheid. Beaucoup de Blancs ont cru longtemps qu'il s'agirait toujours d'une statue, d'un instrument inerte et docile. Mais la statue a pris vie. Elle est bien vivante. Elle grandit. Et si nous ne vivons pas en bons termes avec elle, elle comporte un danger, peut-être d'ailleurs salutaire : elle peut devenir Frankenstein, c'est-à-dire terriblement dangereuse pour celui qui l'a suscitée. Il vaut mieux pour tous qu'elle ne le devienne pas... ».

